



## CHAPITRE 2

Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses  
du gouvernement pour l'année financière se terminant le  
31 mars 1979, et d'autres fins du service public

[Sanctionnée le 25 mai 1978]

TRÈS GRACIEUSE SOUVERAINE,

Préam-  
bule.

CONSIDÉRANT que d'un message de l'honorable Jean-Pierre Côté, C.P., lieutenant-gouverneur de cette province, et du budget des dépenses qui l'accompagne, il appert que les sommes ci-après mentionnées sont requises pour faire face à certaines dépenses du gouvernement de la province, qui ne sont pas autrement prévues, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1979, et pour d'autres fins du service public; Plaise en conséquence à Votre Majesté qu'il soit statué, et qu'il soit statué par Sa Très Excellence Majesté la Reine, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, que:

Titre  
abrégé.

**1.** La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des subsides n° 2, 1978/1979*.

\$885,-  
923,458.  
33, pour  
1978/79.

**2.** Sur le fonds consolidé du revenu de cette province, il sera et pourra être pris une somme n'excédant pas, en tout, \$885,923,458.33 pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1979 auxquelles il n'est pas autrement pourvu, soit l'ensemble:

a) de un douzième du montant des crédits de chaque programme du budget des dépenses de la province pour ladite année financière, présenté à l'Assemblée nationale à la présente session de la Législature, i.e.: \$883,207,875.00;

b) de deux douzièmes additionnels des crédits du programme 3 pour le ministère des terres et forêts, i.e.: \$2,715,583.33.

Comptes  
à la Légis-  
lature.

**3.** Des comptes détaillés de tous les deniers dépensés en vertu de la présente loi seront soumis à la Législature de la province, conformément à l'article 72 de la Loi de l'administration financière (1970, chapitre 17).

Compte  
à Sa Ma-  
jesté.

**4.** Il sera également rendu compte à Sa Majesté des sommes dépensées en vertu de la présente loi.

Entrée en  
vigueur.

**5.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.